

Zeitschrift: SVPW-Jahrbuch = Annuaire ASSP
Herausgeber: Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft
Band: 30 (1990)

Artikel: Nouveaux mouvements sociaux dans les années '80 : evolution et perspectives
Autor: Giugni, Marco G. / Kriesi, Hanspeter
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-172771>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Marco G. Giugni, Hanspeter Kriesi

Nouveaux mouvements sociaux dans les années '80: Evolution et perspectives

A partir du constat d'une certaine démobilisation, dans les années quatre-vingt, au sein des nouveaux mouvements sociaux, les auteurs analysent le développement, en Suisse, des quatre plus importants d'entre eux et ce au cours des quinze dernières années. Les résultats démontrent d'abord que le nombre général des actes de protestation a tendance à augmenter, bien que chaque mouvement présente une évolution spécifique. Ensuite, ils indiquent qu'il y a eu démobilisation au niveau du taux moyen de participation, qui a nettement diminué au cours de la même période. Ce phénomène est à mettre en relation avec l'institutionnalisation progressive des nouveaux mouvements sociaux, notamment du mouvement écologiste. Enfin, ces résultats laissent la porte ouverte à des perspectives différenciées selon les mouvements.

Vor dem Hintergrund des allgemein herrschenden Eindrucks einer gewissen Demobilisierung der neuen sozialen Bewegungen im Laufe der achtziger Jahre wird die Entwicklung der vier wichtigsten dieser Bewegungen der Schweiz im Zeitraum der letzten 15 Jahre analysiert. Die Resultate zeigen zunächst, dass die Zahl der Protestereignisse in dieser Periode insgesamt zugenommen hat, wenn auch jede der vier Bewegungen ein je spezifisches Verlaufsmuster aufweist. Zweitens ergeben sich deutliche Anzeichen einer Demobilisierung auf der Ebene der Partizipation, die sich nach einer Welle am Anfang der achtziger Jahre deutlich verringert hat, auch wenn sie nicht auf das tiefe Niveau der späten siebziger Jahre zurückgefallen ist. Diese Demobilisierung ist das Resultat der Krise der Friedensbewegung und der städtischen Autonomen sowie einer gewissen Institutionalisierung der neuen sozialen Bewegungen, allen voran der Umweltschutzbewegung.

Les nouveaux mouvements sociaux ont été la force principale derrière la vague de protestations politiques qui a traversé la Suisse dans les années '70 (Kriesi et al., 1981; Kriesi, 1985). Après l'éclatement du mouvement dit de «Zurich» en 1980 et la montée du mouvement pour la paix au début des années '80, il semble que les nouveaux mouvements aient perdu une partie de leur capacité mobilisatrice, non seulement en Suisse, mais un peu partout dans l'Europe occidentale. On peut dès lors se poser la question s'il s'agissait d'un phénomène passager ou si ces mouvements sont destinés à jouer un rôle politique mineur à l'intérieur des démocraties de l'Europe occidentale.

Il est toujours possible que leur déclin ne soit qu'apparent et qu'en fait ils soient toujours capables de mobiliser autant qu'autrefois. Seulement, les médias ne prennent plus en considération leurs activités dans la même mesure qu'auparavant. Il se peut aussi qu'ils mobilisent moins, pour différentes raisons: soit parce qu'ils ont trouvé un accès plus direct auprès des autorités politiques; soit parce qu'ils se sont en partie institutionnalisés; soit encore parce qu'ils ont atteint, du moins en partie, leurs buts.

Dans cet article, nous nous intéressons à l'évolution des quatre nouveaux mouvements sociaux les plus importants en Suisse: les mouvements pour la paix, écologiste, de solidarité avec le Tiers Monde et des autonomes urbains. Cette contribution constitue un premier compte rendu dans le cadre d'un projet de recherche portant précisément sur les nouveaux mouvements sociaux dans les années '80¹. La première étape dans la récolte des données est constituée par une analyse systématique des événements de protestation rapportés dans les éditions du lundi du quotidien «Neue Zürcher Zeitung» entre 1975 et 1988². Nous avons considéré un seul jour de la semaine pour des raisons d'économie. Le choix du lundi est justifié par le fait que pendant le week-end se déroulent la plus grande partie des actions de protestation politique. Il est clair que, avec cette procédure, on ne dispose pas d'un dénombrement exhaustif de tous les événements, mais le but était de créer un modèle représentatif de l'activité des mouvements, afin d'en pouvoir suivre l'évolution au fil des années.

La définition de l'événement de protestation a été une tâche particulièrement délicate et importante. Après avoir écarté l'idée de donner une définition sur la base d'un certain nombre de critères analytiques, nous avons opté pour une solution pragmatique: on a répertorié toutes les formes d'actions possibles, qui ont été

1 Cette recherche étudie les nouveaux mouvements sociaux sur le plan comparatif dans quatre démocraties de l'Europe occidentale: la Suisse, la France, l'Allemagne Fédérale et les Pays Bas. A l'intérieur de chaque pays, nous nous intéressons à trois niveaux des nouveaux mouvements: les actions de mobilisation produites par les mouvements, les organisations des mouvements et les interactions entre les mouvements et les autorités politiques. Dans cet article, nous nous référons principalement au premier de ces trois niveaux.

2 Sur la méthode utilisée, voir en particulier: Tarrow (1989a, pp. 27–31). La méthode utilisée dans la présente analyse diffère dans les détails de celle adoptée par Kriesi et al. (1981), bien que l'approche générale employée ici soit comparable à celle de leur étude. Cela implique que les résultats obtenus ici ne sont pas tout-à-fait comparables aux résultats de ce groupe de chercheurs.

utilisées par des groupes contestataires dans leurs revendications auprès des autorités et de l'opinion publique.

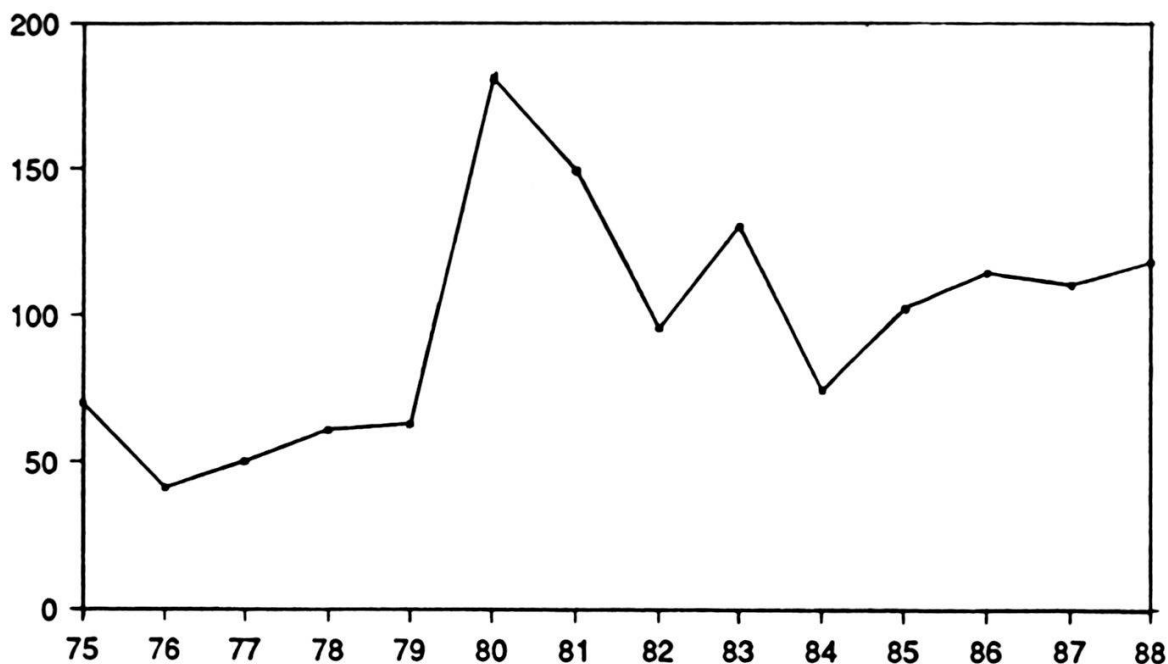
I. Les buts: Evolution des quatre mouvements

A la base de tout ce qui va suivre, il y a une idée simple: l'image qui nous est fournie par l'observation d'un ensemble de données agrégées ne nous dit rien sur le développement des groupements significatifs à l'intérieur de celui-ci, et cache des changements qu'une analyse plus détaillée met au contraire en évidence. Au cours de cet article, nous allons essayer de montrer cette idée à l'aide de données empiriques portant sur les actions de protestation produites par la base.

Ce que l'on vient de dire est d'abord évident lorsqu'on se penche sur les buts des événements produits. Autrement dit, si l'on compare la distribution des buts de chacun des quatre mouvements étudiés avec celle relative à l'ensemble du secteur des nouveaux mouvements sociaux, on remarque des différences tout-à-fait étonnantes. Les graphiques 1 et 2 montrent les différentes évolutions que les nouveaux mouvements ont suivi au cours de la période étudiée, à savoir les années comprises entre 1975 et 1988. Les chiffres qui figurent en ordonnée correspondent au nombre absolu d'actions de mobilisation produites, alors qu'en abscisse nous avons évidemment les années de la période en question.

Si l'on prend en considération d'abord le secteur des nouveaux mouvements sociaux, (graphique 1), on remarque que la courbe relative au nombre d'actions produites présente une allure assez irrégulière et un niveau élevé au début des années '80, ceci étant principalement dû à l'apport donné par le mouvement des autonomes urbains et par le mouvement pour la paix à cette époque. La tendance générale est celle d'une augmentation du niveau de mobilisation des nouveaux mouvements, même si après 1981 on constate une chute considérable de leurs actions. Cette tendance à la hausse semble contredire l'opinion courante, selon laquelle les nouveaux mouvements sociaux auraient diminué leurs activités dans les dernières années. Dès lors, la question est de savoir pourquoi on a cette impression, alors qu'en réalité les données à notre disposition démontrent le contraire. Essayer de répondre à cette question constitue le deuxième propos de cet article.

Notre premier but est pourtant de montrer la diversité existante par rapport à l'évolution des différents mouvements et qui est cachée par l'agrégation des données. Pour cela, nous examinons les distributions des quatre mouvements les plus importants. Si, dans l'ensemble du secteur, on peut parler d'une augmentation du niveau de mobilisation, il est aussi vrai que chacun des quatre mouvements présente une évolution qui lui est propre et le distingue des autres. En généralisant, on peut affirmer que les nouveaux mouvements se sont développés de deux manières fondamentalement différentes. D'un côté, le mouvement écologiste et celui de solidarité montrent une évolution plus ou moins linéaire, alors que les mouvements pour la paix et des autonomes urbains ont connu une forte, voire très forte, augmentation, mais sont par la suite retombés à un niveau presque aussi bas que celui des années précédant l'explosion.



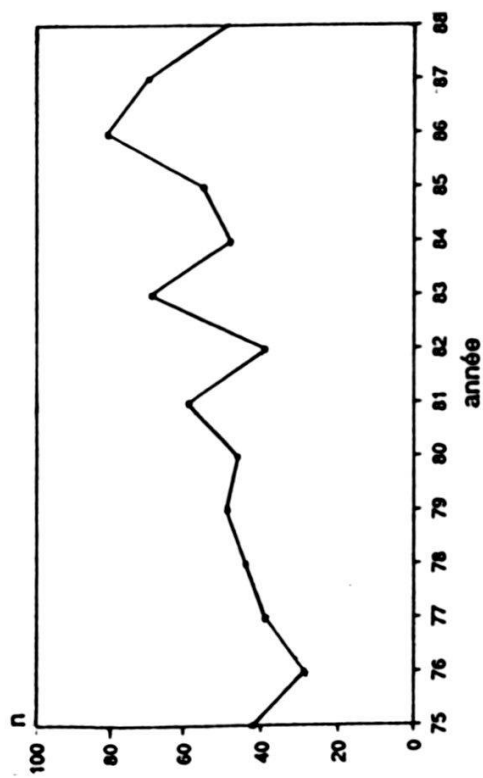
Graphique 1: évolution du niveau d'activité du secteur des nouveaux mouvements sociaux

1. Le mouvement écologiste

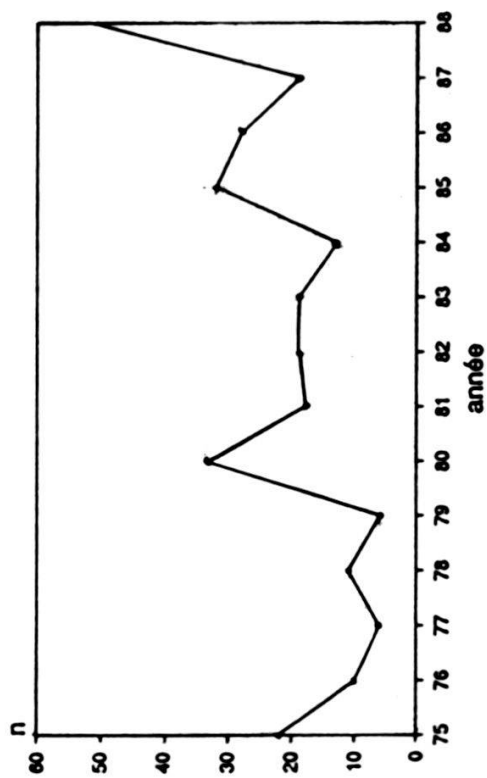
Lorsque nous parlons du mouvement écologiste suisse, nous nous référons au nouveau mouvement social décidément le plus important, que ce soit en considérant ses actions ou son infrastructure organisationnelle. De ce second aspect nous en reparlerons ultérieurement. Pour l'instant, disons seulement que le fait que ce mouvement ait une organisation forte explique en partie son niveau d'activité toujours soutenu, ainsi que son développement linéaire qui ne connaît ni de chutes soudaines ni d'explosions.

Le mouvement écologiste est très hétérogène dans sa composition, même si le but final est commun à chaque courant et à chaque groupe à son intérieur: préserver et sauvegarder l'environnement de l'homme, son écosystème, en essayant d'éviter ou du moins limiter les effets pervers de l'intervention humaine sur celui-ci. Au delà de ce grand projet commun, trois catégories de buts peuvent être distinguées dans le mouvement écologiste: les actions relatives aux problèmes énergétiques, celles liées à la problématique des transports et celles qui visent la protection de l'environnement contre la pollution en général.

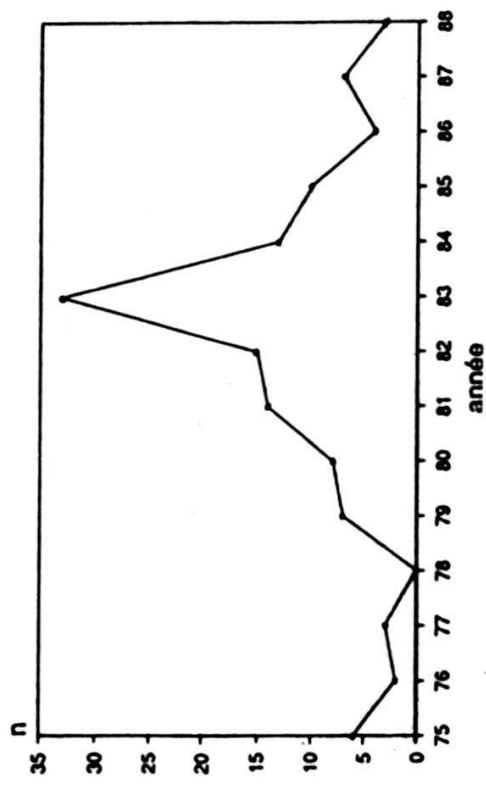
L'évolution du taux d'activité du mouvement écologiste est substantiellement linéaire, même si l'on remarque des oscillations assez importantes, surtout dans les années '80. Ceci nous amène à parler d'un type de mouvement linéaire. S'il y a des variations au niveau du développement des buts, celui ci concerne les trois branches dont on vient de parler. Le thème de l'écologie s'avère le thème dominant dans la deuxième partie des années '70, surtout sous la poussée du mouvement anti-nucléaire. Le niveau maximum des événements à l'égard du thème de l'énergie a été atteint en 1979; par la suite, la protestation dans ce domaine a subi une brusque



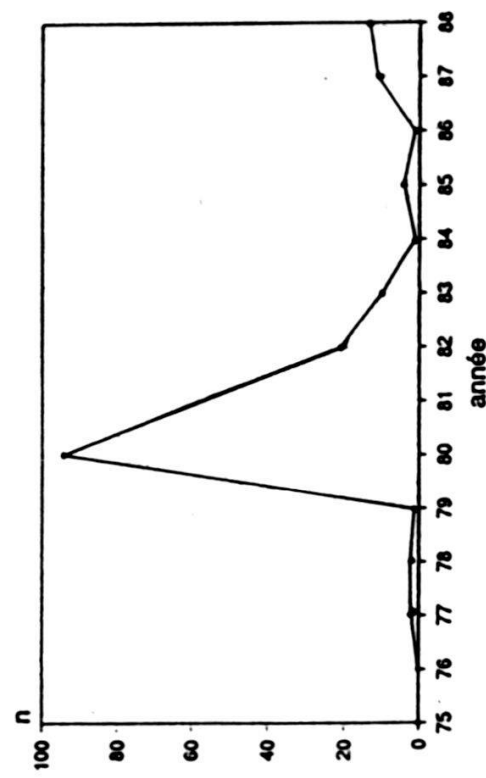
a) Mouvement écologiste



b) Mouvement de solidarité



c) Mouvement pour la paix



d) Mouvement des autonomes urbains

diminution jusqu'en 1982. Dans une troisième phase, le mouvement écologiste a recommencé à articuler ce thème dans ses actions, même si des oscillations annuelles assez importantes sont présentes. A cet égard, il faut mentionner la mobilisation suite à la catastrophe de Tschernobyl (avril 1986). Le thème des transports est le deuxième en ordre d'importance, du moins dans la première partie de la période considérée. Il présente une évolution linéaire et assez stable, à l'image du développement du mouvement dans sa globalité. Le vrai responsable de l'augmentation du niveau de protestation du mouvement en général est l'émergence du thème de l'environnement. Celui-ci montre une évolution assez stable et progressive jusqu'en 1986, année où il a atteint son maximum (Schweizerhalle, novembre 1986), pour retomber dans les deux dernières années. Cette diminution finale reflète celle subie par le thème de l'énergie. On voit donc qu'il y a des développements différents aussi à l'intérieur d'un mouvement social, au niveau des branches thématiques de celui-ci.

2. Le mouvement de solidarité

Le mouvement de solidarité avec le Tiers Monde est un ensemble assez hétérogène et donc difficilement définissable à travers un but général, comme c'était le cas pour le mouvement écologiste. Grosso modo, quatre branches forment le mouvement de solidarité: la lutte pour les droits de l'homme, celle contre le racisme, l'aide humanitaire et au développement (y compris les comités de soutien pour certains pays), ainsi que l'assistance aux réfugiés politiques en Suisse.

Considérant les quatre branches dans l'ensemble, le mouvement montre une évolution qui ne diffère pas beaucoup de celle qui caractérise le mouvement écologiste. La différence est qu'ici l'augmentation du niveau de mobilisation n'est pas progressive, mais résulte principalement de trois bonds qui ont fait augmenter brusquement le niveau d'activité protestataire du mouvement. C'est pourquoi nous pourrions parler d'une évolution linéaire par bonds, dans le cas du mouvement de solidarité suisse. Cette distribution indique que ce mouvement fonctionne selon une logique «à réaction». Autrement dit, c'est surtout en réponse à des événements qui vont dans le sens contraire aux buts poursuivis par le mouvement que celui-ci se mobilise. Essayons de voir quels ont été les événements qui ont suscité les quatre augmentations du niveau de mobilisation que le mouvement a produit dans la période considérée.

Le premier événement est constitué par les derniers sursauts du régime de Franco en Espagne. L'augmentation du niveau de mobilisation du mouvement de solidarité suisse qui en résulte se situe avant le début de la période dont nous disposons des données, mais la diminution qui en suit dans les années successives est clairement visible sur le graphique. Le bond de 1980 est en partie dû à l'intervention militaire de l'Union Soviétique en Afghanistan, stimulant ainsi une série d'actes de protestations du mouvement de solidarité. Le bond de 1985-86 ne semble pas par contre résulter d'une réaction à un événement ayant eu lieu sur la scène politique internationale; plusieurs buts différents ont suscité les protestations

du mouvement en cette année-là. La toute récente augmentation de 1988, enfin, est à ramener surtout à la discussion autour de la question des étrangers et des réfugiés en Suisse, thème qui est devenu de plus en plus d'actualité dans les toutes dernières années.

3. Le mouvement pour la paix

Le mouvement pour la paix se propose de lutter contre la guerre et contre tout ce qui est relié à celle-ci. Autrement dit, les gens qui contribuent à créer la mobilisation de ce mouvement essaient de contester aux autorités l'usage de moyens qui peuvent, d'une manière ou de l'autre, produire, reproduire ou soutenir des situations de conflit armé entre les peuples. Au sein de ce mouvement, aussi quatre branches peuvent être distinguées, selon les thèmes abordés: la lutte contre l'armée et les institutions qui se rattachent à elle en Suisse, celle contre la course aux armements sur le plan international, la revendication abstraite de la paix et les protestations pour la paix de la part de groupes sociaux déterminés (femmes, chrétiens, etc.).

Dans les quinze années de la période que nous étudions, le niveau de mobilisation du mouvement pour la paix a vécu trois phases distinctes: il a d'abord diminué de 1975 à 1978; ensuite, il a subi une très forte augmentation jusqu'en 1983, année où il atteint son maximum; enfin, son niveau d'activité a aussi brusquement baissé, jusqu'à retomber sur les valeurs des premières années. La courbe évolutive des événements issus du mouvement pour la paix présente donc son sommet en 1983, et celui-ci s'éloigne considérablement des valeurs qui se réfèrent aux autres années de la période considérée. Nous pouvons donner à ce type de courbe le nom d'évolution conjoncturelle, pour mettre en évidence son caractère de dépendance étroite avec les événements se déroulant sur la scène politique.

Or, ces événements ont lieu soit sur la scène nationale (par exemple, l'achat d'un char militaire de la part de la Confédération), soit sur celle internationale (par exemple, la course aux armements de la part des grandes puissances). Selon Bein et Epple (1984), le mouvement pour la paix en Suisse se mobilise principalement à la suite d'événements nationaux et pour des buts internes. Cette hypothèse trouve un support empirique dans les données dont nous disposons. La mobilisation, dans les années «chaudes», s'est déroulée principalement suite à des décisions politico-militaires internes (sans pour autant oublier la revendication abstraite de la paix). Parmi celles-ci, c'est surtout le débat autour de la place d'armes de Rothenthurm qui a retenu l'attention majeure des contestataires. Dans les années suivant 1983, une fois la place d'armes de Rothenthurm ayant perdu son actualité, le mouvement a diminué brusquement son niveau d'activité, du moins celle qui se manifeste à travers les interactions avec l'autorité.

Les raisons pour agir provenant de la scène internationale n'ont certes pas manqué, et cela ne fait que confirmer la «réactivité» interne caractéristique du mouvement pour la paix suisse. Ainsi, il ne faut pas oublier qu'au cours de la période «chaude» entre 1981 et 1983, un événement international, à savoir le

stationnement des missiles nucléaires en Europe, a aussi retenu l'attention du mouvement et a mobilisé un grand nombre de personnes. Si ceci n'est pas tellement visible au niveau du nombre d'actions produites, il est pourtant vrai en ce qui concerne le nombre de participants. La vague mobilisatrice de la première partie des années '80 est par conséquent aussi le fruit de décisions politico-militaires prises sur le plan international.

4. Le mouvement des autonomes urbains

Il nous reste à analyser le développement du mouvement des autonomes urbains³. Ce mouvement est constitué essentiellement de deux groupes: ceux qui revendiquent des lieux pour le temps libre à gérer de façon autonome et ceux qui veulent lutter contre la crise du logement en occupant des appartements vides (les squatters).

Le développement du niveau de mobilisation du mouvement des autonomes urbains suisse est très caractéristique. La courbe a des similarités avec celle du mouvement pour la paix, en ce sens qu'elle présente une seule fois une forte augmentation suivie par une brusque diminution des événements de mobilisation, sans les oscillations qui caractérisent l'évolution des mouvements écologiste et de solidarité. La différence réside dans le fait que la plupart des actions se concentre dans un laps de temps plus restreint et le niveau de mobilisation, en dehors de celui-ci, est presque nul, sauf dans les deux dernières années de la période considérée. Nous proposons d'appeler ce type de distribution: évolution conjoncturelle éphémère; il s'agit d'un sous-type de ce que nous avons appelé évolution conjoncturelle, qui caractérise le mouvement de solidarité, seulement qu'ici l'explosion des événements part d'un niveau plus bas et est plus brève.

Le niveau de mobilisation maximum du mouvement des autonomes urbains suisse a été atteint en 1980 et il est resté également très haut en 1981. Ce sont les années du mouvement de Zurich («die Bewegung») et, dans une moindre mesure, de Lausanne («Lausanne bouge»), qui sont les responsables du très haut niveau de mobilisation atteint⁴. Après cette brève période chaude, le niveau est retombé sur des chiffres infimes, pour remonter ensuite un peu dans les deux dernières années. Cette fois-ci, ce sont deux autres villes qui ont été le lieu des protestations des autonomes urbains, à savoir Berne (1987) et Bâle (1988).

Cet aperçu de l'évolution du niveau des actions de protestation de quatre nouveaux mouvements sociaux en Suisse au cours de la période qui va de 1975 à 1988

3 Dans le cas du mouvement des autonomes urbains, le biais causé par le fait que nous ayons utilisé un quotidien zurichois pour la récolte des données, pose un problème de surreprésentation des événements qui se sont passés dans cette région. Ce biais est ici plus grand que pour les autres mouvements, à cause de l'importance qu'a eu le mouvement de Zurich en 1980 et 1981.

4 Pour une analyse du mouvement de Zurich, voir en particulier: Kriesi (1984) et Willener (1984).

a montré que l'analyse de chaque mouvement pris séparément fournit des informations que la seule observation de l'évolution du secteur cache. Plus précisément, on a vu que chaque mouvement présente un type évolutif spécifique, qui s'éloigne du développement agrégé du secteur. Nous avons pu distinguer quatre types: l'évolution linéaire (mouvement écologiste), l'évolution linéaire par bonds (mouvement de solidarité), l'évolution conjoncturelle (mouvement pour la paix) et l'évolution conjoncturelle éphémère (mouvement des autonomes urbains). Les deux premières, ainsi que les deux dernières, peuvent être considérées comme des sous-types d'une même catégorie: linéaire, respectivement conjoncturelle.

Nous avons aussi remarqué que, même à l'intérieur d'un mouvement comme celui écologiste, les différents thèmes suivent des développements différents. L'idée d'épuisement et de substitution des thèmes que nous avons voulu tester n'a pourtant pas pu être confirmée, sinon dans une très faible mesure.

II. Les participants

Le deuxième but que nous sommes fixés est d'essayer de vérifier et, éventuellement, d'expliquer l'apparante démobilitation qui semble toucher les nouveaux mouvements sociaux dans les années '80. Ce que nous venons de décrire nous donne une première réponse, dans la mesure où l'on a montré qu'au niveau du nombre d'actions produites on ne peut pas parler de démobilitation. Bien au contraire, le secteur des nouveaux mouvements sociaux présente une augmentation du niveau des actions de protestation, du moins de ce point de vue, même si chaque mouvement possède un développement qui lui est propre.

Si le nombre d'événements produits constitue un indicateur valide et fiable pour mesurer l'importance des mouvements sociaux, il n'est pas le seul envisageable. Ce n'est pas uniquement la quantité des actions de protestations produites qui nous donne une mesure de l'importance de la mobilisation d'un mouvement social, mais aussi et surtout le nombre de personnes qui y participent. Autrement dit, à côté du niveau d'activité, il faut aussi considérer le volume de la participation.

Le volume de participation est en fonction du nombre d'événements de protestations, de l'intensité de la participation par événement et du nombre de participants par événement (Tilly, 1978: 95s). Nous n'avons pas d'indicateurs directs de l'intensité de la participation par événement, tels que la durée de la participation ou le risque couru par les participants. La forme des événements nous fournit pourtant un indicateur indirect de l'intensité exigée. Afin d'éviter des procédures de pondération plus ou moins arbitraires, nous prenons en considération uniquement la participation aux événements les plus exigeants pour notre mesure du volume de participation. Cette délimitation du champ a deux avantages supplémentaires. D'un côté, on écarte ainsi la possibilité de grandes fluctuations dans le volume de participation, dues à des événements isolés tels que des initiatives ou des pétitions qui rassemblent un grand nombre de signatures. De l'autre côté, on se concentre sur les événements les plus visibles, ce qui se justifie par le fait que nous voulons

précisément cerner les raisons de l'apparente démobilisation au cours des années '80. Notre mesure pour le volume de la participation correspond donc au total des participants aux événements de type démonstratif⁵ et confrontatif.

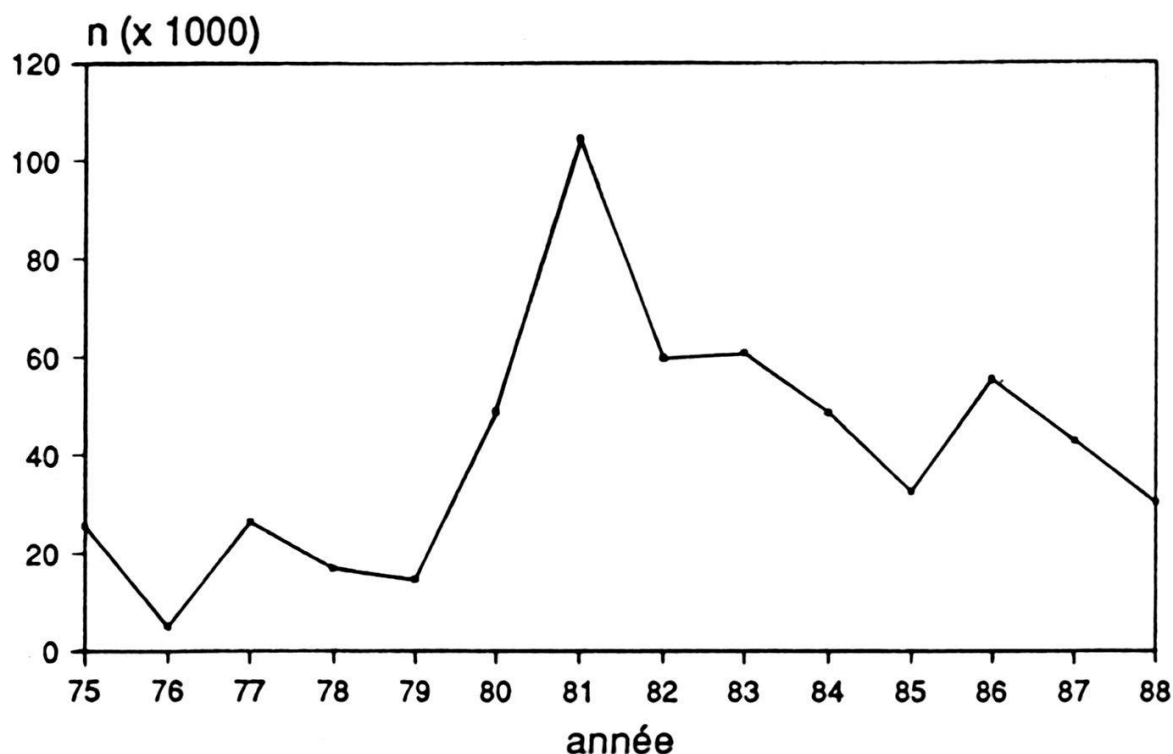
Les graphiques 3 et 4 montrent l'évolution du nombre total de personnes ayant participé aux actions de protestation de type démonstratif ou confrontatif de 1975 à 1988. En regardant ces graphiques, on se rend compte que l'hypothèse d'une certaine démobilisation au cours des années '80 n'était pas si fausse que cela. Le graphique 3 nous montre que la mobilisation du secteur des nouveaux mouvements sociaux a suivi trois phases au cours de la période étudiée. Après une première phase caractérisée par un bas volume de participation et une certaine stagnation de la mobilisation jusqu'en 1979, on a eu la grande vague de mobilisation du début des années '80. Comme nous le savons désormais, cette vague a été déterminée essentiellement par le mouvement des autonomes urbains (1980–81) et par celui pour la paix (1982–83). Dans une troisième phase, enfin, la participation a progressivement diminué, avec un sursaut en 1986. Nous pouvons donc conclure qu'il y a vraiment eu une certaine démobilisation dans les années '80, même s'il est important de constater que le niveau de mobilisation est toutefois resté plus haut qu'avant la vague principale.

Le fait que la mobilisation dans ses formes les plus visibles ait diminuée au cours des années '80 explique en partie l'impression de démobilisation dont on a parlé au début de cet article. Mais, à nouveau, l'analyse du secteur des nouveaux mouvements sociaux cache des évolutions bien différentes selon le mouvement considéré.

La première remarque qu'on peut faire est que les deux types de mouvements que nous avons cernés sous l'angle du niveau d'activité restent valables et se reproduisent si l'on considère le volume de participation, du moins aux formes d'action les plus visibles. En effet, nous voyons que le mouvement écologiste et celui de solidarité montrent une évolution plus linéaire que celles, conjoncturelles, des mouvements pour la paix et des autonomes urbains, encore qu'avec des fluctuations très importantes.

L'évolution du volume de participation du mouvement écologiste présente quatre sommets. La mobilisation de base de ce mouvement est due en premier lieu au mouvement antinucléaire, qui est responsable des deux premiers sommets, ainsi que du quatrième. Dans ce dernier, outre à l'impact de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, d'autres buts jouent un rôle important, notamment dans les branches des transports et de la protection de l'environnement (catastrophe chimique de Schweizerhalle en particulier). Le troisième sommet est surtout lié à la mobilisation dans la campagne contre la mort des forêts.

5 Les initiatives, référenda, ainsi que les pétitions et recoltes de signatures peuvent être considérées comme des formes démonstratives ou, plus précisément, démonstratives-assimilatives. A cause du fait que ces formes n'exigent qu'une intensité de participation très limitée, nous les avons écartées de la construction de la mesure pour le volume de participation. Ajoutons encore que le taux de données manquantes est relativement élevé pour cette mesure (28 %), ce qui s'explique par l'état incomplet de nos sources.

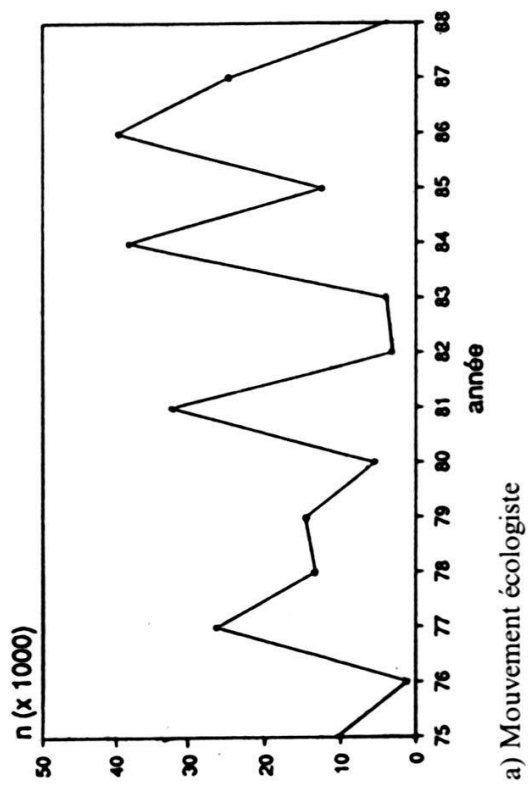


Graphique 3: évolution du volume de participation du secteur des nouveaux mouvements sociaux

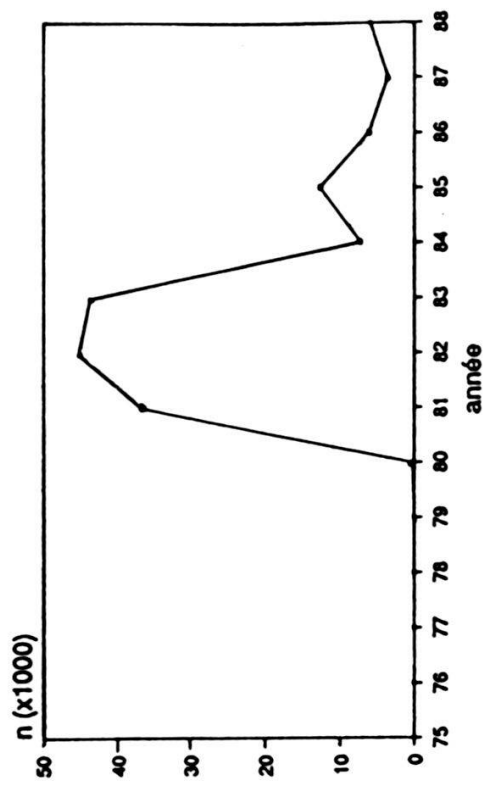
La courbe du mouvement de solidarité présente cinq moments de forte mobilisation, correspondant dans l'ordre chronologique à la protestation contre le régime de Franco en Espagne (1975), à la problématique des étrangers en Suisse (1980) et à la politique des Etats Unis en Amérique centrale (1983). Les deux derniers sommets ne sont pas dus à des buts particuliers, mais à différentes problématiques, même si le problème de la xénophobie joue un rôle prépondérant en 1986.

Les courbes relatives aux mouvements pour la paix et des autonomes urbains, comme nous venons de le dire, reflètent les évolutions des niveaux d'activité respectifs. Par conséquent, nous remarquons une grande vague de mobilisation du mouvement pour la paix, qui va de 1981 à 1983, liée aux grandes démonstrations pour la paix qui se sont déroulées en ces années-là, et une grande vague en 1980–81 du mouvement des autonomes urbains, causée par la mobilisation du mouvement de Zurich. L'évolution du mouvement des autonomes urbains présente aussi un moment de mobilisation en 1987–88, dû principalement aux autonomes de Berne et de Bâle.

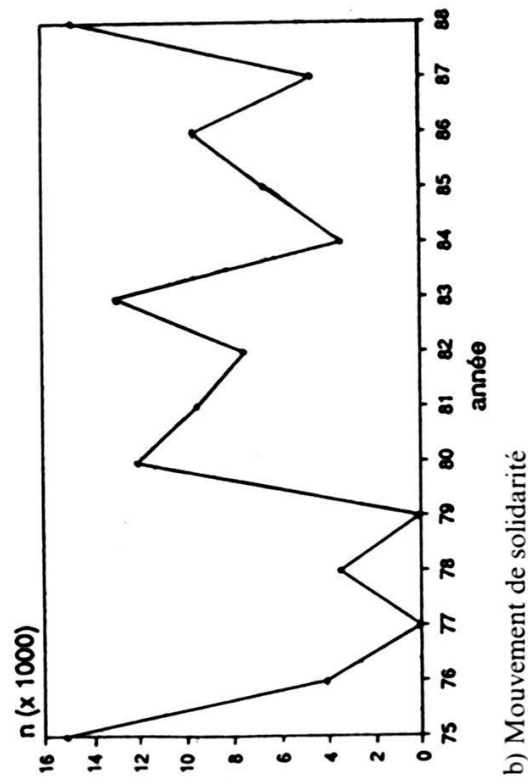
En analysant les graphiques relatifs aux quatre mouvements étudiés, on s'aperçoit que la diminution du niveau de mobilisation dans les années '80 est le résultat de la démobilisation soudaine des deux mouvements conjoncturels, à savoir le mouvement pour la paix et celui des autonomes urbains. Puisque ces deux mouvements ont mobilisé plus ou moins en même temps au début des années '80 et ont atteint un niveau de mobilisation sans précédents dans le secteur des nouveaux



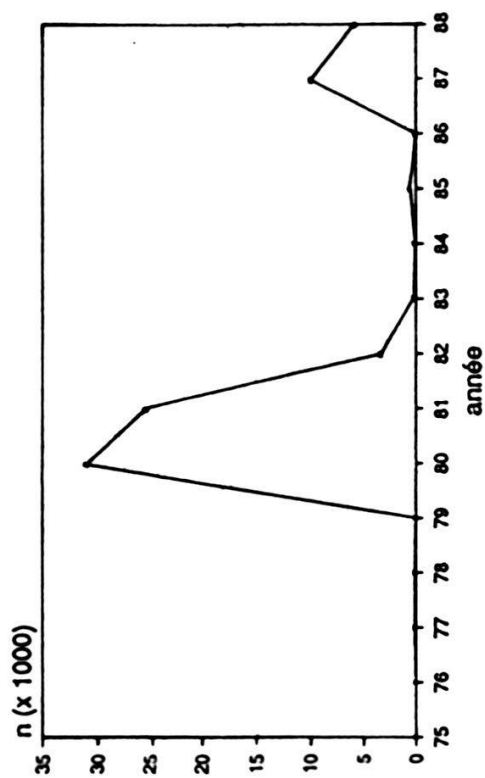
a) Mouvement écologiste



c) Mouvement pour la paix



b) Mouvement de solidarité



d) Mouvement des autonomes urbains

Graphique 4: évolution du volume de participation des quatre nouveaux mouvements sociaux les plus importants en Suisse

mouvements sociaux, leur brusque démobilisation au milieu de la décennie a donné l'impression d'une démobilisation générale touchant l'ensemble des nouveaux mouvements sociaux. Comme le montrent les évolutions du volume de participation respectives, pour les mouvements écologiste et de solidarité cette impression ne se justifie pas entièrement.

En conclusion de ce paragraphe, on peut dire que l'hypothèse, comme quoi il y aurait des cycles de protestations recouvrant l'ensemble des mouvements sociaux (Tarrow, 1989b), ne semble pas trouver une confirmation empirique dans nos données. Il semble plutôt que ceci soit valable pour certains mouvements seulement, alors que d'autres suivent une logique différente. Dans le cas de la Suisse, les premiers sont les mouvements pour la paix et des autonomes urbains, tandis que les seconds sont les mouvements écologiste et de solidarité.

III. Les formes d'action

Jusqu'ici nous n'avons pas encore fait une distinction entre les différentes formes d'action. Pour pouvoir approfondir l'analyse de l'évolution des mouvements en question, il faut encore différencier entre les diverses formes que celles-ci peuvent prendre. Nous considérons ici quatre stratégies principales, que les mouvements sociaux ont utilisé pour faire valoir leurs propres points de vue⁶. En premier lieu, il y a une stratégie que nous avons appelé conventionnelle; on y retrouve à la fois des formes d'action qui utilisent des canaux institutionnels (procédures juridiques ou politiques) ou qui s'adressent aux médias (communiqués, conférences de presse, etc.). Deuxièmement, nous avons considéré le moyen institutionnel suisse par excellence, à savoir l'utilisation d'initiatives et référenda, comme constituant une catégorie à part, celle de la démocratie directe⁷. Le troisième groupe comprend des formes démonstratives (y compris les formes à fort caractère assimilatif, comme les récoltes de signatures), visant à sensibiliser l'opinion publique et les autorités politiques de manière pacifique; celles-ci impliquent un engagement direct et personnel, par le biais d'activités manifestement visibles. Enfin, nous trouvons des formes qui font usage de la confrontation pour essayer de frapper de manière plus importante les destinataires et que nous avons regroupées dans la stratégie confrontative. Ces types d'actions peuvent être légaux (boycottage, grève de faim, etc.), illégaux mais sans violence (manifestations illégales, occupation de lieux, etc.) ou illégaux et violents (manifestations avec violence, attentats, etc.).

Le graphique 5 montre l'évolution de ces quatre stratégies au cours de la période étudiée, pour le secteur des nouveaux mouvements sociaux en général. Il résulte

6 Dans notre recherche, nous avons considéré huit stratégies: juridique, politique, adressée aux médias, démocratie directe, assimilative-démonstrative, confrontative légale, confrontative illégale non violente et confrontative illégale violente.

7 Cette stratégie comprend seulement les campagnes de votation aux initiatives et référenda. Le lancement a été considéré comme faisant partie de la stratégie adressée aux médias, alors que la présentation a été interprétée comme étant une forme démonstrative, de même que les pétitions et les campagnes de signatures.

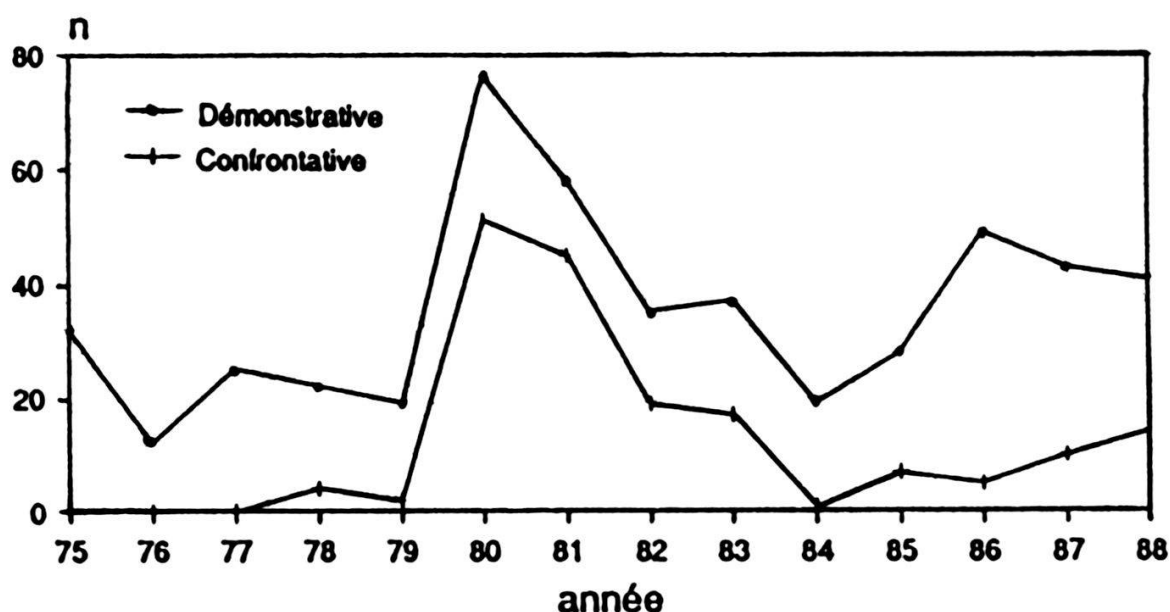
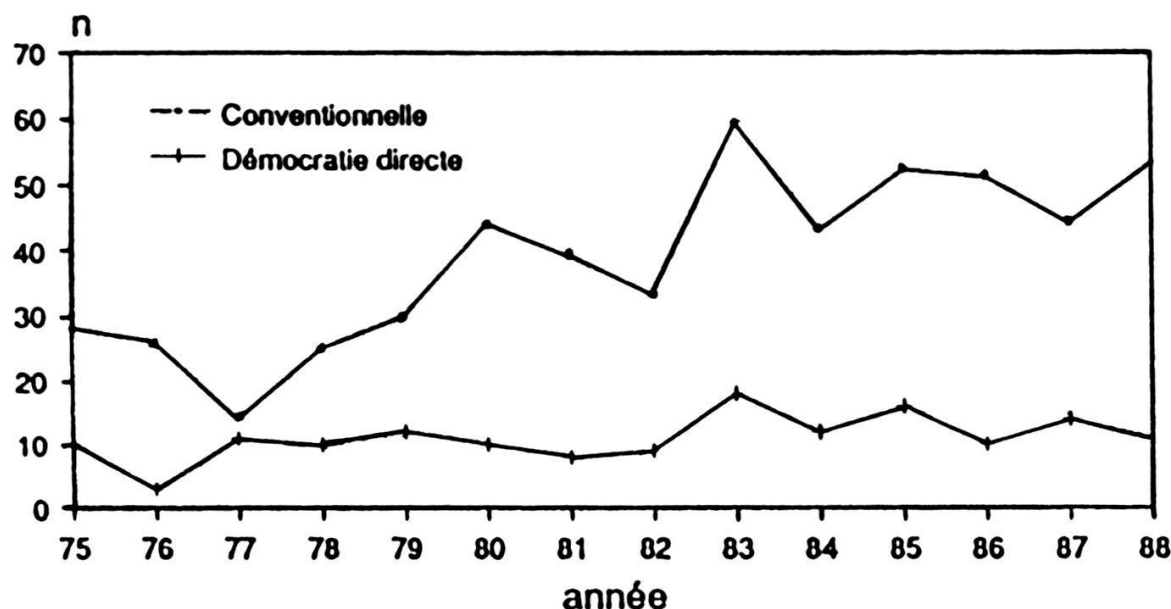
clairement que les formes conventionnelles ont augmenté de manière progressive et presque linéaire, alors que l'utilisation des moyens offerts par la démocratie directe est restée plus ou moins inchangée. Il résulte aussi que les stratégies démonstrative et confrontative ont subi l'impact du mouvement de Zurich et, dans une moindre mesure, du mouvement pour la paix. En effet, la forte augmentation des actions de ces deux types en 1980 est due principalement à l'explosion du mouvement des autonomes urbains. En revanche, la diminution successive de ces deux stratégies est le fruit du déclin soudain de ce mouvement. Ce résultat est particulièrement net surtout pour les formes confrontatives, car le mouvement des autonomes urbains est le seul parmi ceux que nous étudions à avoir fait un large usage de ce type d'action.

L'indication principale qui ressort de ces données, est que les nouveaux mouvements sociaux montrent une tendance vers une certaine institutionnalisation. Le fait que les formes conventionnelles ont été de plus en plus utilisées en est une preuve. Ces données indiquent que, après les années de «gloire» des autonomes urbains et du mouvement pour la paix, le niveau d'activité est resté élevé principalement grâce à l'apport de formes d'actions conventionnelles, qui ne mettent pas directement en cause le pouvoir établi, mais essayent plutôt de sensibiliser l'opinion publique et attirer l'attention des autorités politiques.

A nouveau, il convient de faire une distinction entre les différents mouvements, car la seule analyse du secteur dans son ensemble cache des développements différents. C'est surtout le mouvement écologiste qui montre une tendance vers une institutionnalisation à travers une plus grande exploitation des formes conventionnelles (graphiques 6). Ceci est également vrai pour le mouvement de solidarité, si l'on fait abstraction d'une chute en 1987. Contrairement au mouvement écologiste, le mouvement de solidarité a augmenté le nombre d'actions démonstratives, qui suivent l'évolution «à bonds» que nous avons signalée auparavant, et celui des actions confrontatives dans les toutes dernières années. En ce qui concerne le mouvement écologiste, il faut pourtant remarquer que l'institutionnalisation ne va pas de pair avec une diminution de la mobilisation de base, car comme nous l'avons vu dans le paragraphe précédant, celle-ci montre en général une tendance à augmenter. Le mouvement écologiste semble donc avoir développé un répertoire d'actions particulièrement diversifié, ce qui ne fait que confirmer qu'il s'agit du mouvement de loin le plus important en Suisse.

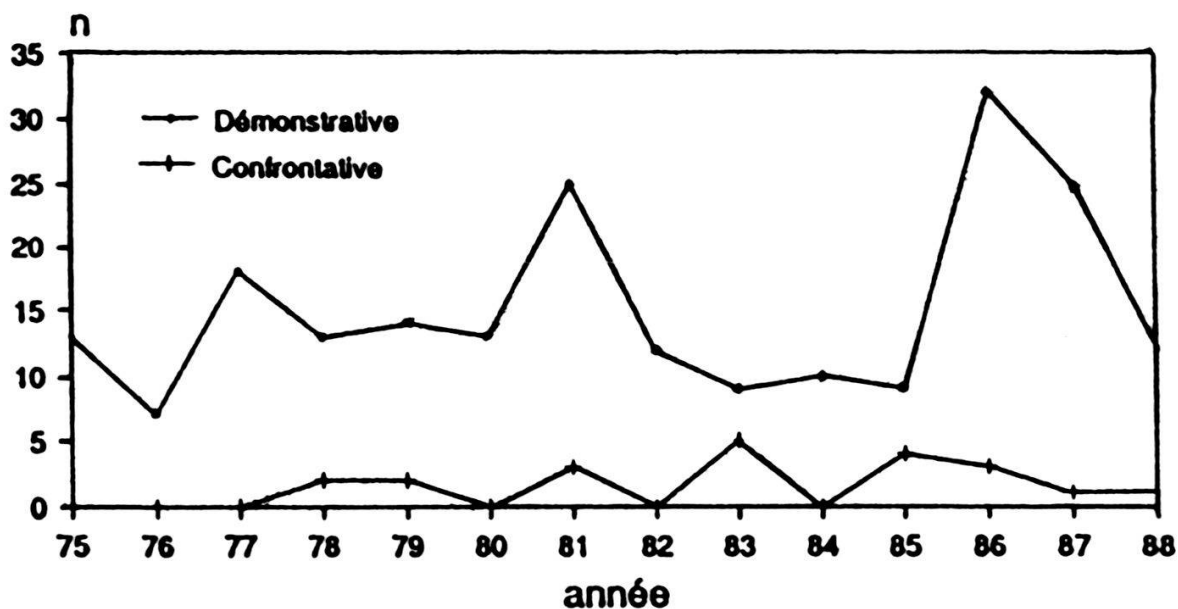
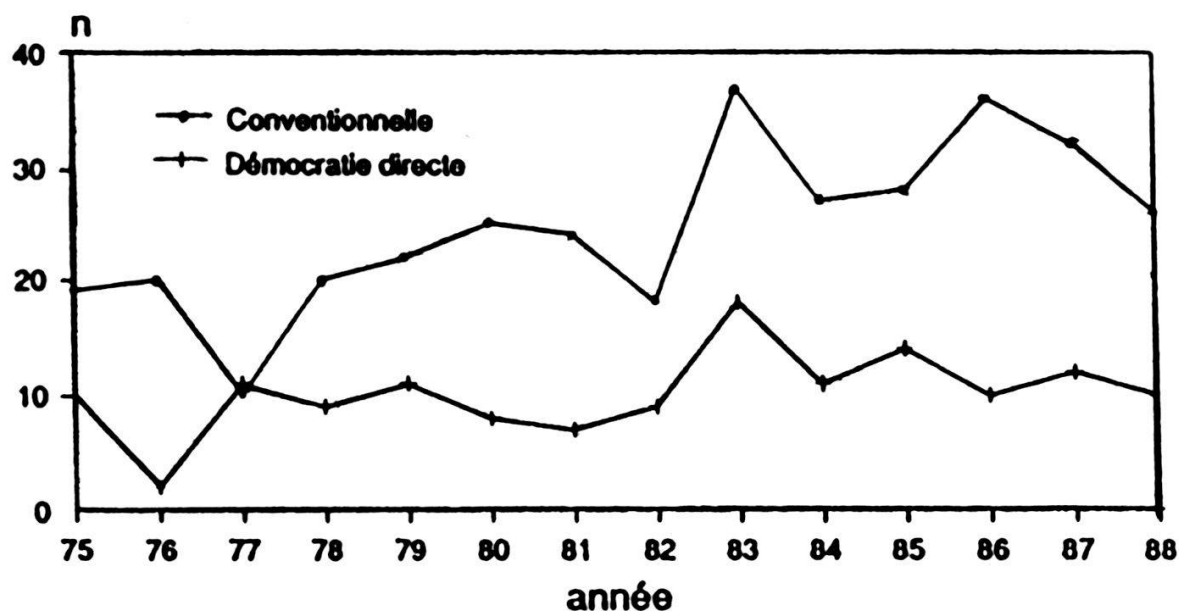
Le mouvement pour la paix et celui des autonomes urbains, au contraire, sont nettement moins enclins à l'institutionnalisation. Les deux ont exploité les stratégies conventionnelle, démonstrative et confrontative, et ont négligé celle de la démocratie directe, dans leur période d'intensification de l'activité. La différence réside dans le fait que le mouvement pour la paix a privilégié les formes démonstratives et conventionnelles, alors que le mouvement des autonomes urbains a largement fait usage de la confrontation et de la démonstration.

Nous avons montré précédemment que le niveau d'activité des nouveaux mouvements sociaux a augmenté, alors que le volume de participation a eu une tendance à diminuer dans les années '80. Maintenant, nous venons de constater une certaine institutionnalisation ou, du moins, une certaine «conventionnalisation»



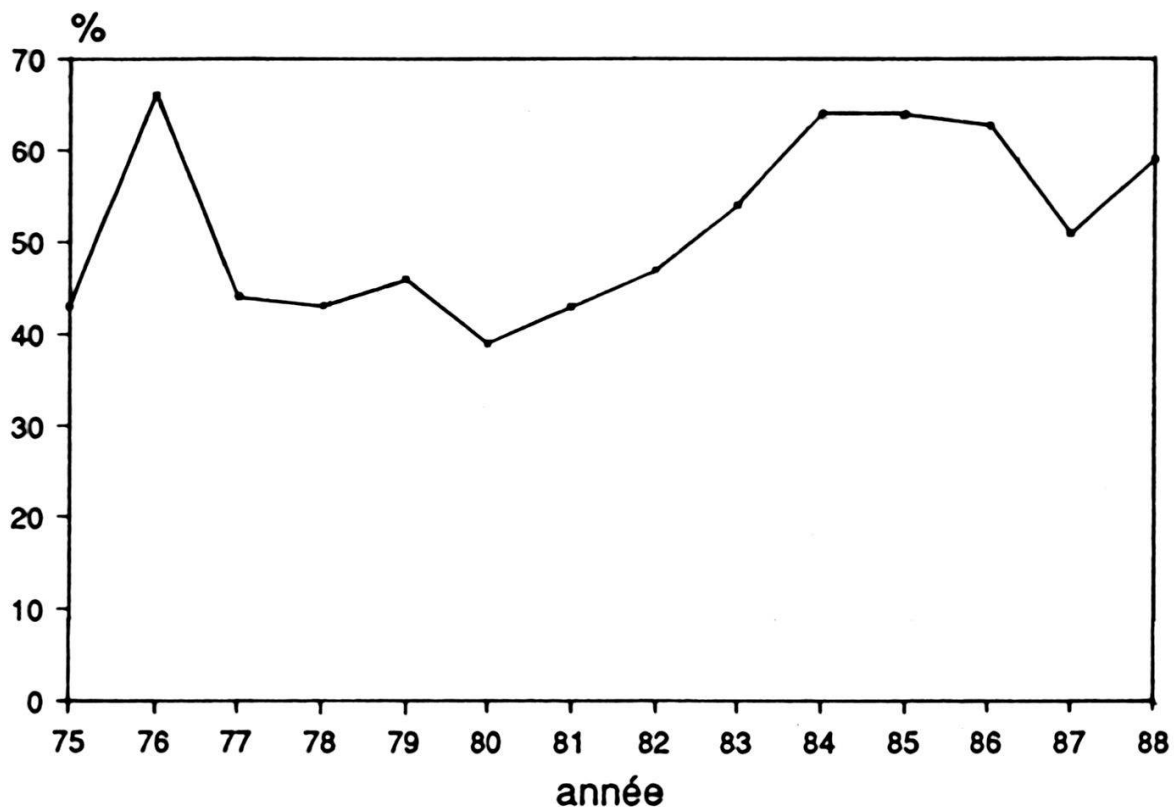
Graphique 5: évolution des stratégies utilisées par le secteur des nouveaux mouvements sociaux

progressive au cours de la même période. Cette dernière tendance peut expliquer, du moins en partie, le contraste entre les deux tendances notées plus haut. En effet, les formes d'action conventionnelles mobilisent moins au niveau individuel que les formes démonstratives ou confrontatives. Par exemple, un communiqué de presse mobilise certainement moins qu'une manifestation. La «conventionnalisation» de l'activité des nouveaux mouvements sociaux va donc de pair avec une certaine démobilisation au niveau individuel, même si le nombre d'événements tend à croître. L'augmentation du nombre d'actions conventionnelles, par contre, résulte du rôle accru joué par les organisations au sein des nouveaux mouvements sociaux vers la fin des années '80, comme le met en évidence le graphique 7. L'augmentation du nombre d'activités conventionnelles n'exclut pourtant pas qu'il y ait tou-



Graphique 6: évolution des stratégies utilisées par le mouvement écologiste

jours de grandes manifestations, telle que celle contre l'Etat fouineur qui a récemment mobilisé 35000 personnes à Berne (printemps 1990). La diversification du répertoire du mouvement écologiste en est une autre indication. Loin de se manifester exclusivement au détriment de l'expression populaire de la protestation, la «conventionnalisation» du répertoire d'actions implique aussi une acceptation plus répandue de formes d'action politique traditionnellement très peu conventionnelles. Ainsi, la manifestation est devenue une forme d'action généralement acceptée, donc une forme plus ou moins conventionnelle. Ce deuxième aspect de la «conventionnalisation» des nouveaux mouvements sociaux nous permet de parler d'une «routinisation» de la politique des mouvements et même d'une certaine institution-



Graphique 7: évolution du pourcentage d'actions de mobilisation avec la participation d'organisation des nouveaux mouvements sociaux

nalisation du secteurs des mouvements sociaux dans la politique de la Suisse en général (Roth, 1988). En d'autres termes, la mobilisation des mouvements sociaux est devenue une partie plus ou moins intégrale de la vie politique.

IV. Conclusion et perspectives

Avant de nous prononcer sur les possibilités des nouveaux mouvements sociaux dans les années à venir, il n'est pas inutile de résumer ce que nous avons voulu montrer au cours de cet article. La première idée était de souligner que les divers mouvements sociaux ont parcouru des chemins différents dans les quinze dernières années. Nous l'avons vu, les développements du niveau d'activité, du volume de participation, ainsi que la tendance à une certaine institutionnalisation, diffèrent considérablement selon le mouvement considéré. Plus particulièrement, si l'on se limite aux buts, quatre types d'évolutions ont pu être distingués: les types linéaire, linéaire par bonds, conjoncturel et conjoncturel éphémère. On s'aperçoit dès lors que, si le concept de nouveau mouvement social a sa pertinence par le fait qu'il

rassemble des mouvements de protestations qui ont néanmoins des caractères en commun⁸, en les opposant à d'autres mouvements, notamment au mouvement ouvrier, il est vrai aussi qu'il faut dépasser cette opposition pour en trouver d'autres à l'intérieur des nouveaux mouvements. Ainsi, l'analyse ne doit pas se limiter à cette catégorie grossière, mais doit différencier entre les différents mouvements, car il y a des facteurs spécifiques qui déterminent le développement de chacun de ceux-ci⁹.

Notre deuxième propos, non moins important, était de mettre en lumière le fait qu'aujourd'hui on parle souvent de démobilisations des nouveaux mouvements sociaux dans les dernières années. Nous avons avancé l'hypothèse que, si l'on peut parler de démobilisation, c'est principalement parce que le volume global de participation a diminué, et non à cause de la diminution du niveau d'activité des mouvements. Les résultats n'ont fait que confirmer cette hypothèse. En effet, le nombre d'actions de protestation a augmenté, tendanciuellement, dans la période qui va de 1975 à 1988, alors que le nombre de participants montre une tendance à la baisse. C'est donc bien le fait que l'activité de l'ensemble des nouveaux mouvements mobilise moins de personnes qui permet de parler de démobilisation des nouveaux mouvements sociaux. Nous avons pourtant aussi vu qu'il faut différencier selon le type de mouvement et que la diminution du volume de participation est dû à la forte démobilisation des deux mouvements conjoncturels au cours des années '80.

De plus, nous avons montré qu'il y a eu une certaine institutionnalisation et «conventionnalisation» des nouveaux mouvements sociaux dans les années '80, notamment du mouvement de solidarité et, surtout, du mouvement écologiste. Cela est à mettre en relation avec le rôle accru qu'ont les organisations des nouveaux mouvements sociaux dans les dernières années. La progressive institutionnalisation des nouveaux mouvements nous aide à comprendre la démobilisation qui a eu lieu au niveau du volume de participation. Elle n'a pourtant pas nécessairement un effet substitutif par rapport aux formes d'action qui demandent une participation de la base, mais reflète plutôt une certaine diversification de leur répertoire d'actions. La progressive institutionnalisation des nouveaux mouvements nous aide à comprendre la démobilisation qui a eu lieu au niveau du taux de participation.

8 On peut citer les caractères communs suivants: un même potentiel de mobilisation, un répertoire d'actions non conventionnel et assez vaste, un certain pragmatisme («issue-oriented»), un rôle en dehors du processus politique et du système des partis («challenger»), un système de valeurs qu'on peut appeler post-matérialistes (Ingelhart) et une structure non-hiérarchique. A ce propos, voir en particulier: Kriesi, 1987.

9 Un des facteurs majeurs qui expliquent la diversité des évolutions de chaque mouvement est ce qu'on appelle le «political opportunity structure» ou structure des opportunités politiques. C'est un concept qui vise à relever les caractères du système politique qui déterminent les chances de mobilisation. Voir à ce propos: Tarrow (1989b). Pour être plus précis, ce concept est principalement censé expliquer les différences entre les divers pays. Mais il est aussi vrai que les opportunités politiques varient selon chaque mouvement, même à l'intérieur d'un pays. Pour faire face à cela, on utilise le concept de «mouvement opportunity structure» ou structure des opportunités des mouvements.

Il nous reste à voir quelles sont les implications pour les perspectives des nouveaux mouvements sociaux des trois points principaux que nous avons mis en évidence dans cette article. Comme nous avons montré que chaque mouvement suit une évolution spécifique, un commentaire sur les perspectives des nouveaux mouvements sociaux demande nécessairement une analyse différenciée selon chaque mouvement. Puisque nous nous basons ici sur des données concernant l'activité des mouvements sociaux au cours d'une période donnée et ne disposons pas d'informations portant sur les caractères structurels de ceux-ci (organisation, infrastructure, ressources, etc.), nous ne pouvons qu'extrapoler des prévisions à partir de l'évolution suivie par les mouvements dans la période étudiée.

En ce qui concerne le mouvement écologiste, il a été avancé l'hypothèse d'un risque d'institutionnalisation excessive (Rüdig, 1988), qui pourrait aboutir à l'intégration dans le processus politique, et à la démobilisation totale de la base du mouvement¹⁰. Cette tendance est renforcée lorsque les problèmes écologiques sont pris en charge au niveau institutionnel, enlevant ainsi le rôle de contestataire au mouvement écologiste. Bien qu'elle soit relativement avancée comparée à celle d'autres pays occidentaux, la politique actuelle menée par la Suisse dans les domaines touchant à l'environnement est pourtant loin de satisfaire les demandes des écologistes. Un changement fondamental de cette politique en leur faveur dépend d'un changement de la configuration actuelle du pouvoir. De plus, l'émergence de nouveaux problèmes écologiques et le fait qu'ils deviennent de plus en plus graves, susciteront très probablement de nouvelles vagues de mobilisation de ce mouvement. A l'occasion de futures catastrophes écologiques, le mouvement écologiste se manifestera très probablement avec une force accrue. Le fait que ce mouvement ait déjà fait preuve d'une certaine diversification de son répertoire d'actions, nous donne une indication ultérieure qu'il ne risquera pas de se démobiliser dans les années à venir.

Les perspectives du mouvement de solidarité quant à la mobilisation semblent encore une fois être plutôt optimistes. Il faut pourtant les analyser sur deux niveaux. Sur le plan national et à court terme, l'espace d'action est très grand, à cause de l'importance de la question des réfugiés et, plus en général, des étrangers. A ce propos, les manifestations xénophobes auxquelles nous avons assisté dans les derniers mois sont destinées, de moins nous le pensons, à se multiplier, fournissant ainsi l'occasion au mouvement de solidarité de se mobiliser. Mais ce qui est plus important encore, c'est que l'internationalisation des nouveaux mouvements sociaux, dont on parle souvent aujourd'hui (Hegedusz, 1987), va intéresser surtout le mouvement de solidarité, qui, par définition, est lié aux événements qui se déroulent sur le plan international. Même si la branche du mouvement qui s'engage pour la solidarité avec les réfugiés politiques en Suisse s'est largement démobilisée après les échecs subis vers la fin des années '80, nous croyons que l'ensemble du mouvement de solidarité va accroître son importance au cours des prochaines années.

En ce qui concerne le mouvement pour la paix, les perspectives sont différentes.

10 Déjà, la naissance de partis verts va dans la direction d'une intégration dans le système de prise de décisions et d'une perte d'importance du mouvement.

Nous avons vu que le mouvement pour la paix en Suisse se penche surtout sur des questions nationales, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays. Toutefois, les événements qui se déroulent sur la scène internationale ont sûrement eu leur impact sur l'activité du mouvement et on peut penser qu'ils l'auront de plus en plus dans l'avenir, du fait d'une certaine internationalisation des nouveaux mouvements sociaux en général. Dès lors, on peut penser que la situation de détente progressive entre les deux blocs qui s'est créée sous la poussée de la perestroïka gorbatchovienne, donnera moins d'occasions au mouvement pour la paix de se mobiliser, diminuant ainsi son importance au sein des nouveaux mouvements. La question est alors de savoir si le mouvement pour la paix sera en mesure de formuler des buts sur le plan national dans l'avenir. Le succès relatif du Groupe pour une Suisse Sans Armée et la volonté de ce groupe de continuer son combat, indiquent que tel est le cas et qu'on peut s'attendre à la non-disparition de ce mouvement de la scène politique suisse dans les années à venir. Dès lors, il faut analyser les réactions du système politique par rapport aux demandes concernant les réformes de l'armée suisse.

Le mouvement des autonomes urbains apparaît, sur la base de nos données, comme étant un phénomène collectif presque exclusivement lié à la période de 1980 et 1981. Il est pourtant évident que ce mouvement a acquis à nouveau de l'importance dans les toutes dernières années. Alors que la motivation pour la vague de mobilisation du début des années '80 était principalement la revendication de lieux autonomes pour le temps libre et, derrière ceci, la volonté de se faire entendre de la part des jeunes après douze ans de silence, il semble que la mobilisation actuelle soit surtout motivée par la crise du logement. On peut donc parler d'une polarisation au sein du mouvement des autonomes urbains: protestation pour résoudre le problème du logement, notamment à Zurich et Genève d'une part, et manifestation de la contre-culture de l'autre. Aujourd'hui, nous constatons une radicalisation du mouvement des autonomes urbains sur le thème du logement. La tendance radicale et contre-culturelle qui caractérisait ce mouvement en 1980 et 1981 se trouve donc dans les groupes qui s'occupent de la question du logement. En outre, on remarque une diversification des buts de la partie radicale du mouvement, qui l'amène à rejoindre les branches radicales des autres mouvements sociaux (Koopmans, 1989). Les branches modérées du mouvement des autonomes urbains se trouvent par contre du côté de la revendication de lieux de culture et de loisir. Celles-ci sont pourtant de plus en plus intégrées par la politique culturelle actuellement suivie par les villes, comme le témoignent les cas de la Rote Fabrik et de l'ancienne école de Kanzlei à Zurich ou de l'Usine (ex UGDO) à Genève. Cette branche du mouvement risque donc de perdre son trait contre-culturel qu'il avait au début, dans la mesure où les villes sont prêtes et capables de mener une politique culturelle ouverte à la contre-culture.

En guise de conclusion, on peut se demander dans quelle mesure les transformations politiques que nous vivons actuellement sur le plan international auront un impact plus général sur les perspectives des nouveaux mouvements sociaux en Suisse. Afin de pouvoir répondre à cette question, il faut d'abord se rendre compte que les mouvements sociaux se sont jusqu'à présent mobilisés typiquement dans le

cadre des politiques nationales. Les mouvements sociaux comme nous les connaissons aujourd'hui encore, sont un produit du XIXe siècle; ils se sont développés au sein des Etats-nation montants (Tilly, 1984). Les nouveaux mouvements en particulier ne font pas exception: leur évolution a été largement déterminée par la structure des opportunités politiques («political opportunity structure») au niveau national. De plus, ces mouvements se sont caractérisés par leur organisation décentralisée, qui mettait l'accent sur la mobilisation au niveau local. Cela n'exclut pas qu'ils se soient mobilisés pour des thèmes internationaux, mais implique néanmoins une absence ou du moins un manque de coordination au niveau international et même au niveau national. L'intégration politique européenne suscitera très probablement des efforts accrus de coordination des différents nouveaux mouvements sociaux nationaux s'engageant dans le même domaine. La campagne contre le stationnement des missiles nucléaires organisée par le mouvement pour la paix au début des années '80 nous en fournit un premier exemple. Une telle internationalisation de leurs efforts posera pourtant des problèmes d'organisation importants à ces mouvements, car elle exigera d'eux des mesures de centralisation et d'institutionnalisation qui va à l'encontre de leurs intentions initiales. Les difficultés éprouvées par les verts suisses face à l'Europe des douze en sont une première indication.

Bibliographie

- Bein, Thomas et Rudolf Epple, 1984. «Die Friedensbewegung in der Schweiz», pp. 446–483 in: *Kriegsursachen*, édité par Reiner Steinweg. Frankfurt: Suhrkamp.
- Hegedusz, Zsuzsa, 1984. *Social movements and social change in self-creative society: new civil initiatives in the international arena*, manuscript non publié.
- Koopmans, Ruud, 1989. *Die Entwicklung der Autonomen Bewegung in den Niederlanden und in der Bundesrepublik*, papier pour le workshop «Vergleichende Analysen Sozialer Bewegungen», Berlin.
- Kriesi, Hanspeter, René Levy, Gilbert Ganguillet et Heinz Zwicky (Eds.), 1981. *Politische Aktivierung in der Schweiz 1945–1978*, Diessenhofen: Verlag Rüegger.
- Kriesi, Hanspeter, 1984. *Die Zürcher Bewegung. Bilder, Interaktionen, Zusammenhänge*. Frankfurt: Campus.
- Kriesi, Hanspeter (Ed.), 1985. *Bewegung in der Schweizer Politik. Fallstudien zu politischen Mobilisierungsprozessen in der Schweiz*. Frankfurt: Campus.
- Kriesi, Hanspeter, 1987. «Neue soziale Bewegungen: auf der Suche nach ihrem gemeinsamen Nenner», *Politische Vierteljahresschrift* 3: 315–334.
- Roth, Roland, 1988. *Entgrenzung von Politik? Zur Bilanzierung der institutionellen Effekte neuer sozialer Bewegungen*, DVPW-Kongress Darmstadt.
- Rüdig, Wolfgang, 1988. «Peace and ecology movements in Western Europe», *West European Politics* 11: 26–39.
- Tarrow, Sidney, 1989a. *Democracy and disorder. Protest and politics in Italy 1965–1975*. Oxford: Clarendon Press.
- Tarrow, Sidney, 1989b. *Struggle, politics and reform: collective action, social movements and cycles of protest*, Cornell University, Western Societies Papers 21.
- Tilly, Charles, 1978. *From mobilization to revolution*. Reading, Mass.: Addison Wesley.

- Tilly, Charles, 1984. «Social movements and national politics», pp. 297–317 in : *Statemaking and social movements*, édité par Charles Bright et Susan Harding. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Willener, Alfred, 1984. *L'avenir instantané. Mouvement des jeunes à Zurich*. Lausanne: Ed. Favre.